

## Concentration du pouvoir au Vietnam au nom de 10 % de croissance

(Les Echos)

Par **Benaouda Abdeddaïm**

Publié le 28 janv. 2026 à 13:53

« Cette approche [vietnamienne] reflète une vision globale et moderne du développement, selon laquelle la puissance ne découle pas seulement des capacités nationales, mais aussi de la capacité à se connecter à l'international, à s'adapter stratégiquement et à contribuer à façonner l'environnement régional et mondial. » - Pham Thi Yen, chercheuse en relations internationales à l'Université Sai Gon (Hô Chi Minh-Ville - Vietnam)

***En rupture avec une tradition de collégialité, le Congrès du Parti communiste vietnamien consolide le pouvoir d'un seul homme : son secrétaire général, To Lam.***

***Mais c'est à une nouvelle génération qui n'a pas connu la guerre que revient la tâche de faire passer au Vietnam un cap décisif de grande économie émergente.***

***Dans cette phase d'accélération technologique, Hanoï entend naviguer entre la Chine et les Etats-Unis, en s'appuyant aussi bien sur ses voisins asiatiques que sur l'Union européenne.***

***Cela suppose, par ailleurs, de renforcer sa dissuasion en mer de Chine méridionale et de moderniser plus rapidement son appareil de défense.***

**Un seul homme.** Depuis la fin de la guerre des « dix mille jours » au Vietnam et l'unification du Sud au Nord en 1975, aucun autre congrès quinquennal du Parti communiste vietnamien (PCV) ne s'en sera à ce point remis à un seul homme. Les débats ont été écourtés le 23 janvier, afin de reconduire sans attendre le secrétaire général To Lam à l'unanimité des 180 membres du comité central. Formé à l'Ecole centrale de police, gravissant les échelons de la Sécurité publique jusqu'à en devenir le ministre, il accède au poste suprême de secrétaire général du parti unique en août 2024, au décès de Nguyen Phu Trong.

**Exécution disciplinée.** « En avant ! La victoire totale sera notre ! », a lancé le dirigeant de 68 ans dans son adresse au PCV. Ce « en avant ! » revêt un « caractère impératif [...], à agir vite », insiste l'organe étatique de presse baochinhphu.vn, selon qui, « pour la première fois dans l'histoire des congrès du Parti, la résolution est accompagnée d'un programme d'action ». Aussi, le « cri de ralliement se transforme en exécution disciplinée ». Ce ralliement s'effectuera-t-il exclusivement derrière To Lam, alors que le système de la République socialiste a jusqu'ici privilégié une collégialité en son sommet ? Aucune annonce officielle n'a eu lieu quant à une attribution à To Lam de la fonction de président de l'Etat, en plus de celle de secrétaire général du Parti.

**Peu de doute.** Prudemment, un universitaire vietnamien se garde de préjuger d'une prérogative qui revient à l'Assemblée nationale. Cependant, différents connasseurs de ce système pensent que l'élaboration du nouveau Bureau politique du PCV, son instance de décision la plus importante, laisse peu de place au mystère quant à un prochain cumul sans précédent des fonctions. David Hutt, expert de l'Asie du Sud-Est à l'Institut d'études asiatiques d'Europe centrale (CEIAS - République tchèque), s'en dit « presque certain ». « To Lam renforce son statut non seulement au sein du Parti communiste vietnamien, mais aussi dans la société vietnamienne en général », se montre persuadé Brian Wong, spécialiste de la géopolitique de l'Asie au Centre sur la Chine contemporaine et le monde de l'Université de Hong-Kong.

**Primus inter pares.** « Il ne fait aucun doute que le secrétaire général To Lam est primus inter pares au sein du Politburo », se contente d'avancer pour sa part Carlyle Thayer, chercheur émérite à l'Académie des forces australiennes de défense (UNSW - Canberra) et cofondateur de l'Association australienne des études vietnamiennes. Ce XIVe congrès du PCV a certes donné lieu à un net rééquilibrage des forces du courant de l'armée vers celui de la police, mais de façon moins tranchée que ce qui paraît suggéré. Ce n'est pas parce que leur ancien chef consolide son pouvoir au sommet du Parti que le corps des policiers accapare les sièges au Comité central, l'organe dont procède le Bureau politique.

**Dérogations exceptionnelles.** Les militaires y demeurent les plus nombreux, avec encore un certain ascendant politique. La reconduction du ministre de la Défense, le général Phan Van Giang, a ainsi « créé la surprise, car, étant trop âgé [statutairement], il nécessitait une dérogation à titre exceptionnel, au même titre que To Lam », remarque Carlyle Thayer, de l'UNSW (Australie). Dans ce contexte, comment prétendre que le secrétaire général du PCV reproduirait la stratégie de son homologue chinois ? Xi Jinping, lui, est en train de procéder à une refonte radicale à la tête de l'armée, accusant son plus haut gradé, le général Zhang Youxia (officier combattant lors des conflits sino-vietnamiens de 1979 et 1984), et le chef d'état-major des armées, le général Liu Zhenli, d'avoir « gravement trahi la confiance » du Comité central du Parti.

**Nouvelle génération.** Même en les tordant, les paramètres de Hanoï ne sont toujours pas ceux de Pékin. Khang Vu, chercheur invité en science politique au Boston College (Etats-Unis), rejette ainsi une grille d'analyse centrée sur une supposée lutte des « factions » entre policiers et militaires ou entre réformateurs et conservateurs, qui reposeraient davantage sur des spéculations que des « preuves primaires ». To Lam poursuivrait avant tout une volonté de rebâtir certaines institutions clés que son prédécesseur a délaissées, voire vidées de leur substance, une thèse que développe Nguyen Khac Giang, analyste du programme d'études sur le Vietnam de l'Institut Yusof Ishak - ISEAS (Singapour). Dans un texte publié la semaine dernière, il relève en outre qu'une génération née dans les années 1970 arrive dans cette période de concentration des pouvoirs.

**Leadership collectif.** Pour la première fois, des dirigeants ne sont donc pas marqués par l'expérience d'une guerre qui a façonné l'identité nationale contemporaine. « Leurs expériences formatrices n'ont pas été la lutte révolutionnaire, mais [l'hyperinflation, les pénuries alimentaires et la transformation brutale](#) qui s'est ensuivie », précise Nguyen Khac Giang. Eux sont les enfants du « Doi Moi » de 1986, la « politique du renouveau » du PCV qui commença à promouvoir l'économie de marché huit ans après la Chine. La question n'est donc pas de savoir quelle faction l'emporte, mais si le Vietnam est en mesure de rétablir « un leadership collectif » efficace alors qu'un seul profil accumule une autorité sans précédent. « Les hommes forts ont parfois bâti des institutions durables précisément parce que cela leur permettait de consolider leur pouvoir », écrit-il par ailleurs.

**Application numérique.** A cet égard, To Lam escompte mener à son terme une modernisation historique des secteurs publics et parapublics dans leur ensemble. Les théoriciens contemporains du PCV considèrent que pour franchir une nouvelle étape décisive, le modèle vietnamien centré sur l'essor continu des exportations manufacturières doit s'appuyer sur un système administratif plus sophistiqué. A titre d'illustration, des critères de performance se mettent en place dans la fonction publique, procédant de plateformes comme le VneID, une application numérique qui offre un accès facilité aux services publics.

**Mise en oeuvre.** A ce stade, cette volonté semble convaincre Ruchir Desai, gérant d'un fonds chez Asia Frontier Capital (Hong Kong), investi entre autres dans des valeurs cotées en Bourse au Vietnam : « Je pense que cette priorité se renforcera maintenant que le Congrès a achevé ses travaux et que les différentes composantes du gouvernement peuvent mettre en oeuvre les politiques. » Autrement dit, le passage aux travaux pratiques ne devrait pas susciter de difficultés majeures. Néanmoins la rapidité avec laquelle les nouvelles ambitions du PCV ont été entérinées ne fait pas soudain disparaître une série d'obstacles susceptibles de ralentir la mise en oeuvre promise.

**Réglementations redondantes.** Le premier d'entre eux demeure « la complexité institutionnelle et réglementaire », d'après le chef du département de gestion de l'Université RMIT (Hô Chi Minh-Ville), Burkhard Schrage. « Malgré la rhétorique ambitieuse du Congrès, les investisseurs en 2025, comme l'indiquent l'indice de confiance des entreprises de la Chambre de commerce européenne au Vietnam et [l'indice de compétitivité provinciale de la Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam](#), constataient encore une application incohérente des politiques entre les provinces ainsi que des réglementations redondantes », explique-t-il. Si le pays « excelle » en matière de stabilité macroéconomique, admet cet ancien analyste en banque d'investissement, il reste « en deçà » de certains de ses concurrents « pour ce qui concerne la qualité de la réglementation et le respect de l'état de droit ».

**Plus d'alternative.** Est-ce que les entreprises publiques se laisseront déposséder d'une prédominance qui leur permettait encore de « limiter la pression concurrentielle » ? Burkhard Schrage en doute également. En resserrant son emprise, le Secrétaire général a pu faire taire ceux qui au sein du PCV voient d'un mauvais œil sa conception des réformes a priori en faveur du secteur privé. Néanmoins, si celles-ci venaient à ne pas se dérouler comme prévu, le risque politique pour Hanoï pourrait s'avérer dangereusement accru. « Jusqu'à présent, le Parti communiste avait équilibré les pouvoirs afin d'être en mesure de s'adapter en cas d'échec du programme d'un dirigeant. Il semble désormais qu'il n'y ait plus d'autre voie que celle choisie par To Lam », estime en conséquence David Hutt, du CEIAS (République tchèque).

**Trop agressive.** A moins que la force de persuasion de la haute hiérarchie militaire ne soit pas aussi altérée que l'a donné à voir l'ordonnancement du Congrès du Parti... Carlyle Thayer, de l'UNSW (Australie), maintient que l'armée devrait être en mesure de contenir « les velléités de To Lam en faveur d'une politique [économique] trop agressive, notamment par le biais de grands projets d'infrastructure qui agravaient l'endettement ». La Banque d'investissement et de développement du Vietnam (BIDV), vient de calculer que les plans d'investissements publics devraient progresser de près de 26 % cette année.

**Champions mondiaux.** L'étendue des intérêts de l'armée dans la construction, les transports, la logistique, les télécommunications, l'électronique ou encore la banque lui offre toujours des moyens de peser dans les arbitrages à venir, autant lorsque vont s'engager les nouveaux chantiers publics qu'au moment où le gouvernement lancera des privatisations. L'élargissement de la sphère dévolue au secteur privé est supposé aboutir à [l'élosion d'une vingtaine de « champions mondiaux »](#), dans le fil de la « résolution n° 68 » pour l'économie privée, signée par To Lam en mai 2025.

**Croissance à 10 %.** Dans une phase d'accélération, ce 20 janvier, il a été requis des départements ministériels et collectivités locales de participer à l'élaboration de scénarios « dans le but d'atteindre une croissance du produit intérieur brut supérieure à 10 % » dès 2026. Les rapports doivent être soumis au ministère des Finances en février « pour compilation et suivi ». Devant le Congrès, le vice-président de la commission des stratégies du Comité central du Parti, Nguyen Anh Tuan, a été chargé de proposer « un cadre stratégique visant à atteindre l'objectif », au travers d'un « nouveau modèle de croissance axé principalement sur l'amélioration de la productivité, de la qualité et de la compétitivité - soutenu par la science, la technologie, l'innovation et la transformation numérique ».

**Lois foncières.** Après les 8 % de croissance économique de 2025, l'accélération au-dessus du seuil des 10 % va aussi dépendre d'un accès plus équitable au crédit bancaire et au foncier, en levant les préséances octroyées aux groupes publics. « Plusieurs nouvelles lois foncières ont facilité l'acquisition de terrains et le lancement de projets

pour les promoteurs. Ces mesures, parmi d'autres, ont déjà stimulé la confiance des consommateurs et des entreprises, et dynamisé l'activité économique », assure Thuy Anh Nguyen, directrice au Royaume-Uni chez Dragon Capital, une société vietnamienne de gestion d'actifs.

**Revitalisation territoriale.** L'essor sur lequel s'est engagé To Lam nécessite des rattrapages territoriaux. « La réussite dépendra largement de sa capacité à exploiter le vaste potentiel des zones côtières du pays, notamment près du delta du Mékong, en revitalisant les régions du Sud, dont les agglomérations de Hô Chi Minh-Ville et Can Tho, et leurs environs », détaille Brian Wong, du Centre sur la Chine contemporaine et le monde de l'Université de Hong-Kong. Cette politique d'aménagement territorial apparaît indispensable pour donner corps à un deuxième « Doi Moi », 40 ans après la première « Politique de renouveau ».

**Stabilité renforcée.** Telle que se dessine la tendance, les capitaux internationaux ne feront certainement pas défaut à cet effet. Près de 38,5 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) ont été enregistrés l'an dernier et les « décaissements effectifs » à 27,6 milliards de dollars atteignent un pic depuis 2020. Très enthousiaste sur les perspectives qui se présentent, Thuy Anh Nguyen, de Dragon Capital (Vietnam), relève que les IDE après avoir représenté 8 % du PIB en 2025 « seront encore davantage attirés par une stabilité politique renforcée ». Abondant dans ce sens, Vlad Savin, associé de la société de conseil aux entreprises Acclime (Hô Chi Minh-Ville), évoque un « potentiel de marché [...] pas encore pleinement exploité ».

**ASEAN.** Premier moteur de croissance pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), possiblement dans les années à venir sa 3e économie devant Singapour et la Thaïlande, le Vietnam tend de plus en plus à se présenter comme le nouveau chef de file de l'essor régional. Dans l'appréciation de Julia Roknifard, maître de conférences en relations internationales à l'Université Taylor (Malaisie), le PCV a de quoi s'en prévaloir, ayant su maintenir « une coordination étroite entre la politique budgétaire, la stabilité monétaire et la stratégie industrielle ». « En conciliant les mécanismes du marché et une intervention ferme de l'Etat », affirme-t-elle, « cela a assuré une croissance soutenue tout en évitant les cycles d'expansion et de récession observés » ailleurs.

**Effets d'indices.** Cependant à l'examen, il reste bien des paliers à franchir. Alors que le stock d'IDE du Vietnam représente environ 65 % de son PIB, « des pays comparables dans la région, dotés de marchés de capitaux plus développés et de cadres institutionnels plus solides, comme la Malaisie, affichent un taux supérieur à 80 % », met en exergue Burkhard Schrage, de la RMIT (Hô Chi Minh-Ville), ce qui à ses yeux suggère l'existence d'un « important réservoir ». FTSE Russell en a donné un signal décisif en octobre dernier. Le fournisseur d'indices de marché, contrôlé par l'opérateur de la Bourse de Londres (London Stock Exchange), [relève le statut du Vietnam à celui de « marché émergent](#)

secondaire », à compter de septembre prochain, sous réserve d'une analyse intermédiaire en mars.

**Investisseurs institutionnels.** « Cette évolution devrait générer un afflux de capitaux de 6 à 8 milliards de dollars, tant dans les stratégies [de placement] passives qu'actives », selon Thuy Anh Nguyen, de Dragon Capital (Vietnam). L'experte des valeurs vietnamiennes, installée à Londres, évalue aussi les retombées d'un éventuel reclassement en marché émergent par le fournisseur américain d'indices MSCI. C'est là que réside « le véritable enjeu », car les principaux investisseurs institutionnels mondiaux seraient alors susceptibles d'injecter, en toute hypothèse, « plusieurs dizaines de milliards de dollars ».

**Plafond.** Le gouvernement vise ce reclassement américain d'ici à 2030, mais le Vietnam pourrait commencer par figurer sur la liste de « surveillance » dès cette année. « L'un des principaux obstacles pour MSCI réside dans le plafond de participation étrangère. Des réformes dans ce domaine permettraient aux investisseurs étrangers d'acquérir plus facilement des participations [...] dans des entreprises attractives où le plafond des parts étrangères est actuellement atteint », précise encore Thuy Anh Nguyen. En 2023, une loi sur les télécommunications a supprimé pour ce secteur de telles limites.

**Consommation intérieure.** Cette évolution vers un statut d'émergent suppose également le développement d'industries et de services tournés vers le marché interne. Or, « la croissance de la consommation intérieure reste relativement faible par rapport à la croissance globale du PIB », constate Ruchir Desai, d'Asia Frontier Capital (Hong Kong), qui toutefois dit s'attendre à son accélération cette année. A priori, la progression du PIB par habitant, qui a dépassé les 5.000 dollars fin 2025, devrait le favoriser. De la sorte, le Vietnam se tient « fermement au seuil du statut de pays à revenu intermédiaire supérieur », souligne Burkhard Schrage, de la RMIT (Hô Chi Minh-Ville), catégorie fixée par la Banque mondiale dans laquelle se situent l'Afrique du Sud, le Brésil ou la Chine.

**Vaccins.** Dans l'immédiat, la priorité politique affichée est de rendre la production manufacturière de plus en plus pointue, avant de songer à en redistribuer les fruits plus largement. Cette nation de 102 millions d'habitants dispose désormais d'autres arguments à faire valoir que ses bas coûts de revient. Julia Roknifard, de l'Université Taylor (Malaisie), donne en illustration les accomplissements dans le génie biomédical et l'industrie pharmaceutique, « en plein essor » : d'après les informations mises à jour en 2025, la Société nationale vietnamienne des vaccins (VNVC) a introduit près d'une dizaine de nouveaux vaccins contre la dengue, le zona et les infections à pneumocoque.

**Usine Z181.** « La prochaine étape consiste à monter en gamme tout au long de la chaîne de valeur, notamment dans les domaines de l'électronique de pointe, de l'ingénierie de précision et des composants liés aux écosystèmes technologiques et de semi-conducteurs mondiaux », souligne Vlad Savin, d'Acclimate (Hô Chi Minh-Ville). Dans ce domaine, l'économie vietnamienne a eu pour elle de partir d'un socle qui remonte à la

guerre froide, du temps où elle était supposée approvisionner durablement l'Europe de l'Est en semi-conducteurs. En 1979, l'usine Z181 a commencé la production et l'exportation de diodes et de transistors. L'expérience n'aura duré qu'à peine une dizaine d'années, jusqu'au démantèlement de l'Union soviétique.

**Viettel prospère.** Ce fil technologique n'est pas rompu dans les années 1990 grâce à l'initiative de quelques entrepreneurs et universitaires, sans subventions publiques, comme Chinh Trung Nguyen, qui fonde CMC en 1993 et se lance dans l'assemblage d'ordinateurs. Il aura fallu attendre les années 2010 pour que l'Etat refasse de la haute technologie et des semi-conducteurs un axe stratégique à soutenir. Le ministère de la Défense a procédé à une impulsion à partir d'une entreprise que son administration a fondée en 1989, à l'origine pour fabriquer des pylônes d'antenne. Viettel, particulièrement prospère dans les infrastructures de réseaux de télécommunications et de centres de données, prend aujourd'hui le relais de Z181 à Hanoï et « prévoit de commencer une production expérimentale de puces de 32 nanomètres l'année prochaine », relève Vlad Savin, d'Acclimate (Hô Chi Minh-Ville).

**50.000 ingénieurs.** Le projet, toujours développé sous l'égide de l'armée, vise des technologies « avancées » de puces entre 2028 et 2030, en s'inscrivant dans un plan d'autonomie nationale en semi-conducteurs d'ici à 2050. Le 17 janvier, le Premier ministre Pham Minh Chinh a déclaré que l'usine à venir de Viettel, dans un parc technologique de 27 hectares, permettra aux entreprises et aux centres de recherche « de raccourcir les cycles de test, de finaliser rapidement les produits et de mettre la technologie en application concrète ». Le site doit en outre servir de centre de formation, le gouvernement espérant que 50.000 ingénieurs en microélectronique soient diplômés en 2030 et plus du double d'ici à 2040. Des nombres d'une ambition extrême : la Corée du Sud, une référence à l'échelle mondiale, compte actuellement environ 15.000 étudiants inscrits dans ses 119 programmes liés aux semi-conducteurs.

**Nvidia convaincu.** Fin 2023, le directeur technique de la branche locale de Synopsys, spécialiste américain de logiciels pour les fabricants de semi-conducteurs, se plaignait d'une série de difficultés entravant le développement. Cité par l'agence de presse officielle VNA, Nguyen Phuc Vinh a mentionné en premier lieu « la pénurie de personnel ». Le volontarisme de Hanoï semble pourtant parfaitement pris au sérieux par certains des principaux industriels dans ce domaine. Le fondateur de Nvidia, concepteur américain de processeurs graphiques pour l'intelligence artificielle (IA), a eu ces mots pour les jeunes Vietnamiens qui « excellent dans les disciplines STEM [sciences, technologie, ingénierie, mathématiques] », ce qui d'après lui explique « l'ampleur de leur communauté de développeurs de logiciels ».

**Pôles IA.** Cette déclaration de Jensen Huang en décembre 2024, lors d'une visite marquante au Vietnam, est intervenue à l'issue de la signature d'un accord avec l'Etat pour l'installation d'un centre de recherche-développement (R&D) en IA et d'un centre de

données pour l'IA. Un autre fabricant américain de puces, [Qualcomm](#), a ouvert un pôle d'IA. Commentaire en juin 2025 de l'agence VNA, qui dépasse les simples dimensions industrielles et technologiques : « La décision de Qualcomm d'établir son centre de R&D en IA au Vietnam témoigne de la confiance indéfectible de l'entreprise dans les capacités et le potentiel de la main-d'oeuvre informatique du pays. Elle illustre également de manière éclatante le renforcement du partenariat stratégique intégral entre le Vietnam et les Etats-Unis. »

**Smartphones Google.** Chaque implantation ou extension d'une base technologique américaine est perçue comme une confirmation supplémentaire de ce « partenariat stratégique intégral », signé en septembre 2023 avec l'administration démocrate de Joe Biden, une terminologie indiquant de la part de la République socialiste le niveau le plus élevé d'une relation extérieure. Dernièrement, la presse d'Etat a beaucoup fait écho à un article du journal économique japonais « Nikkei Asia » selon lequel Google allait commencer cette année à développer et à fabriquer des smartphones de haut de gamme au Vietnam. Analyse en découlant, le groupe américain qui dispose déjà d'un large réseau d'assembleurs dans le pays fixerait définitivement le Vietnam en alternative, dans un horizon de retrait de Chine.

**Colонie chinoise.** Hanoï veut croire que le compromis commercial conclu avec Washington en juillet dernier tiendra le temps de la présidence de Donald Trump. Il prévoit un abaissement des droits de douane sur les produits vietnamiens de 46 % à 20 %, tout en maintenant une taxe de 40 % sur le « transbordement » de marchandises, comprendre les réexportations chinoises vers les Etats-Unis. Trois mois auparavant, dans un entretien à la chaîne américaine Fox News, le conseiller commercial de la Maison-Blanche, Peter Navarro, qualifiait ce supposé partenaire stratégique du sud-est asiatique de « colonie de la Chine communiste ».

**Pas de riposte.** « Le Vietnam nous vend 15 dollars pour chaque dollar que nous lui vendons, dont environ 5 dollars proviennent de produits chinois importés au Vietnam, étiquetés « Fabriqué au Vietnam », puis expédiés ici pour contourner les droits de douane », soutenait ce jour-là le théoricien du protectionnisme des deux administrations Trump. La diplomatie vietnamienne a choisi de ne pas riposter à la mise en cause teintée d'injure. Mieux encore, le Premier ministre Pham Minh Chinh a donné instruction aux ministères concernés de « s'attaquer à la racine aux préoccupations américaines ».

**Fruits américains.** Par conséquent, il a été pris l'engagement d'acquérir auprès des Etats-Unis plus d'avions, de circuits intégrés, de gaz naturel liquéfié, de fruits et de soja... Avec quels résultats ? Dans un premier bilan pour 2025, l'Office national des statistiques (ONS) à Hanoï comptabilise près de 134 milliards de dollars d'excédent commercial avec les Etats-Unis, une hausse de 28,2 %, et de 38,6 milliards de dollars avec l'Union européenne (UE), en augmentation de 10,1 %. Il est donc redevenu urgent de contrebalancer cet affichage : le 21 janvier, les douanes vietnamiennes ont rapporté un

déficit commercial du Vietnam avec les Etats-Unis dans les fruits et légumes à « un niveau record en dix ans », s'élevant à près de 354 millions de dollars l'an dernier. « [Les cerises, pommes, raisins et oranges américains](#) constituent la majeure partie des importations », est-il signalé.

**Club de golf.** Les intérêts privés de la famille présidentielle américaine sont également pris en grande considération. Les autorités vietnamiennes ont avalisé le projet de la Trump Organization concernant un complexe hôtelier de luxe et un club de golf d'une valeur de 1,5 milliard de dollars au sud de la capitale. En septembre 2024, Eric Trump, deuxième fils du président Trump, signait un contrat avec le promoteur vietnamien Kinh Bac City Development Holding. Huit mois plus tard, les travaux sont lancés. A en croire le quotidien américain « *New York Times* », le délai habituel pour obtenir le permis de construction dans un dossier de cette envergure se situe entre deux et quatre années.

**Trump Tower.** « Il est évident que [le Vietnam accorde une importance considérable à ce projet de golf](#) : lors de la cérémonie de pose de la première pierre en mai, le Premier ministre a insisté sur le fait que celui-ci contribuerait également à renforcer les relations bilatérales », écrit Paul Lewe, représentant à Hanoï de la fondation Konrad Adenauer (laboratoire d'idées des chrétiens-démocrates allemands). Autre projet en parallèle cette année, également supervisé par Eric Trump, un gratte-ciel « *Trump Tower* » de 60 étages va sortir de terre dans le nouveau quartier financier de Hô Chi Minh-Ville.

**Conseil de la paix.** Quand le 15 janvier, le président des Etats-Unis décide unilatéralement l'instauration d'un « *Conseil de la paix* », en proclamant que cette instance pourrait « remplacer » les Nations unies, Hanoï accepte aussitôt de le rejoindre. Cette rapidité de To Lam à répondre à l'invitation de Donald Trump « témoigne également de son désir de consolider sa relation personnelle avec le président américain, de maintenir de bonnes relations entre le Vietnam et les Etats-Unis et de renforcer la participation du Vietnam à la résolution des problèmes internationaux », pense Alexander Vuving. Mais ce chercheur du Centre d'études de sécurité Asie-Pacifique Daniel K. Inouye, à Hawaï (Etats-Unis), ne manque pas aussi de noter que, dans sa lettre d'acceptation, To Lam se déclare au sujet du conflit israélo-palestinien toujours favorable à la « solution à deux Etats » distincts et indépendants.

**Libre-échange avec l'UE.** Selon une source européenne à Hanoï, l'Union européenne a l'occasion de saisir la mesure du projet du secrétaire général du PCV de déployer « l'image d'un Vietnam nouveau sur la scène internationale ». « L'UE devrait prendre en compte cette ambition et oeuvrer à une coopération renforcée avec le Vietnam », insiste cette source. Un accord de libre-échange euro-vietnamien est entré en vigueur en août 2020, le deuxième de ce type avec un Etat de l'ASEAN après celui conclu avec Singapour. Le commerce bilatéral a progressé de près de 40 % en cinq ans, pour un déficit lourd du côté européen de 42,5 milliards d'euros en 2024. Des responsables au sein de l'UE

soupçonnent le Vietnam d'entraver encore les importations par des barrières non tarifaires.

**Partenariat euro-vietnamien.** Une visite du président du Conseil européen, Antonio Costa, a lieu les 28 et 29 janvier pour parapher un « partenariat stratégique intégral », dans une formulation générique analogue de celle avec les Etats-Unis. Selon l'ambassadeur de l'UE à Hanoi, Julien Guerrier, il s'agit de fournir un cadre encore plus solide de coopération « concrète » dans des domaines qui « profitent » aux deux parties (science, santé, technologies, sécurité...). En retour, le gouvernement vietnamien présente Bruxelles comme un havre de stabilité mondiale. « Alors que l'année 2026 commence dans un contexte d'incertitudes mondiales et de défis européens, le continent européen conserve son rôle de plaque tournante géopolitique et économique essentielle », a déclaré la vice-ministre vietnamienne des Affaires étrangères, Lê Thi Thu Hang, en début de semaine.

**Diplomatie du bambou.** Pour sa part, Pékin a pu exprimer une certaine exaspération envers toutes ces démonstrations de souplesse de la « diplomatie du bambou », concept qui remonte à la naissance du PCV en 1930 disposant que la politique extérieure devait demeurer flexible, mais cohérente dans sa doctrine. Le XIVe Congrès l'a fait évoluer en plaçant, pour la première fois, la diplomatie au « cœur de la promotion d'un environnement international pacifique et propice au développement ». « Cette approche [vietnamienne] reflète une vision globale et moderne du développement, selon laquelle la puissance ne découle pas seulement des capacités nationales, mais aussi de la capacité à se connecter à l'international, à s'adapter stratégiquement et à contribuer à façonner l'environnement régional et mondial », décrypte Pham Thi Yen, chercheuse en relations internationales à l'Université Sai Gon (Hô Chi Minh-Ville).

**Déficit avec la Chine.** En juillet dernier, à l'annonce du compromis commercial américano-vietnamien, le ministère chinois du Commerce a déclaré s'opposer « fermement à toute partie qui conclurait un accord au détriment des intérêts de la Chine ». Manifestement, si l'on suit le bilan pour 2025 de l'ONS vietnamien, les intérêts chinois n'ont pas subi de dégâts majeurs. Le déficit commercial du Vietnam a « explosé », peut-on lire dans une dépêche de l'agence VNA, avec la Chine (115,6 milliards de dollars, +39,6 %), la Corée du Sud (31,6 milliards de dollars, +4,3 %) et l'ASEAN (14,2 milliards de dollars, +42,4 %).

**IDE au beau fixe.** D'ailleurs, comme si rien ne venait perturber une tendance structurelle, le niveau des engagements chinois en IDE vers le Vietnam ne bouge en aucune manière : 8,14 milliards de dollars en 2025, un montant en retrait de seulement 70 millions de dollars par rapport à l'année précédente, d'après les décomptes de l'ONS. Ces flux chinois concernent encore aussi bien les composants électroniques que l'ameublement ou bien le textile, favorisés en outre par les mises à jour successives du traité de libre-

échange Chine-ASEAN. La dernière datant d'octobre 2025 comprend un chapitre consacré aux petites et moyennes entreprises.

**Pilier de stabilité.** Lors d'un entretien téléphonique le 26 janvier avec Xi Jinping, To Lam lui a affirmé que son pays accordait « une priorité absolue au développement des relations avec la Chine », en évoquant « un pilier de stabilité durable et un lien stratégique profond », lit-on dans le compte rendu de Hanoï. Et vu de Pékin, il n'y aurait en fait pas grand-chose à redire de la façon dont le XIVe Congrès du PCV s'est déroulé. « Le Vietnam poursuivant sa politique étrangère non alignée et Hanoï ayant géré la transition du pouvoir de manière pacifique, les résultats de ce Congrès n'auront aucune incidence sur les relations bilatérales », avance Khang Vu, du Boston College (Etats-Unis).

**Remblaiements en mer.** Lorsqu'il faut traiter un différend avec le grand voisin du Nord, Hanoï veille à ne surtout pas le mettre sur la place publique, en particulier s'agissant de la mer de Chine méridionale, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre méthodiquement sa feuille de route. Début 2025, le directeur du Centre d'études stratégiques maritimes de Pékin, Hu Bo, prédisait l'entrée dans une « phase critique » des projets d'îles artificielles par Hanoï. L'Etat vietnamien a, en effet, accéléré les travaux de remblaiement de formations coraliennes dans les îles Spratleys contestées. [Des images satellites, analysées par l'Initiative pour la transparence maritime en Asie](#) (AMTI CSIS - Washington), attestent même dernièrement de la construction d'un port abrité et d'une zone logistique dans le récif Sud.

**Réseau cohérent.** Il n'y aurait pas vraiment de tentative de reproduire la militarisation d'îles artificielles par la Chine : un expert américain affirme que les Vietnamiens se contentent d'infrastructures « sobres », d'abord à vocation civile. Depuis Pékin, l'Initiative de surveillance stratégique de la situation en mer de Chine méridionale, dirigée par Hu Bo, avance une appréciation inverse : « Tout porte à croire que le Vietnam essaie de relier les îles qu'il occupe en un réseau cohérent, formant ainsi un système opérationnel complet pour renforcer sa présence militaire et ses capacités de dissuasion en mer de Chine méridionale », peut-on relever dans une note rédigée en juin 2025.

**Récif Sud.** Assurément, en suivant d'aussi près le rythme d'implantation de l'Etat chinois, Hanoï signifie à chacun qu'il entend garantir que ses voies de passage maritime, donc l'essentiel de ses flux d'échanges commerciaux, ne sauraient être mises en danger. Le mécanisme bilatéral de consultations, en vigueur depuis 2002, fonctionne encore. Même si la Chine refuse de se conformer à une sentence arbitrale datant de 2016 et continue de revendiquer un espace maritime couvrant une très grande partie de la mer de Chine méridionale, y compris autour du récif Sud où se situent les nouvelles infrastructures vietnamiennes.

**Obusiers et drones.** Au-delà de la détermination dans ce déploiement technique maritime, qu'en est-il de la modernisation d'ensemble de l'appareil militaire promise lors du précédent Congrès du PCV en 2021 ? Deux salons internationaux de la défense ont été

organisés et différents protocoles d'accord ont été conclus, avec des acquisitions avions d'entraînement T-7 américain, des drones Heron israéliens ou encore [une vingtaine d'obusiers K-9 Thunder sud-coréens](#). Une fabrication nationale de missiles antinavires a, par ailleurs, émergé.

**Au point mort.** Néanmoins pour Carlyle Thayer, de l'Académie des forces australiennes de défense (UNSW - Canberra), il faut se méfier d'un effet d'optique : les Vietnamiens n'ont encore « procédé à aucun achat majeur, du type de ceux nécessaires à la modernisation de sa flotte vieillissante d'avions chasseurs Su-27 et Su-30 », de conception soviétique. Les sanctions américaines et européennes à l'encontre de la Russie compliquent beaucoup la tâche au Vietnam qui historiquement s'approvisionne auprès de Moscou, différentes commandes restant au point mort. Comme se prolongent toujours les pourparlers avec la compagnie nucléaire russe Rosatom pour une installation de deux réacteurs de type VVER-1200 (puissance de 1.200 MW).

**Déblocages.** S'agissant d'équipements militaires lourds, « l'armée vietnamienne n'a pas encore pleinement profité de la croissance économique impressionnante » du pays, poursuit l'expert australien, d'après qui un renouveau de l'industrie de défense nationale va provenir de coentreprises entre des sociétés appartenant à l'armée, des start-up privées et des groupes de défense étrangers. Les Etats-Unis comptent bien y être présents. Début novembre, en visite à Hanoï, le ministre américain de la Défense aurait proposé des avions de transport militaire C-130, ainsi que des hélicoptères S-92 et Chinook. En avril 2025, il avait été question de 24 avions de combat Lockheed Martin F-16. Mais les analystes militaires aux Etats-Unis ne constatent que peu d'avancées. Maintenant que le panorama politique est entièrement clarifié autour de To Lam, les premiers déblocages pourraient intervenir dans les mois à venir.

**Benaouda Abdeddaïm**